

---

## Convention intercantonale relative au placement d'enfants en vue d'adoption nationale

---

*Les services en charge de la protection de la jeunesse des cantons de Fribourg, du Tessin, de Vaud, du Valais, de Neuchâtel, de Genève et du Jura,*

Vu l'article 48 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999

vu l'article 2 al. 3 de l'Ordonnance sur l'adoption, du 29 juin 2011

sur la proposition de la Conférence latine des Autorités centrales en matière d'adoption, du 29 septembre 2015,

conviennent:

### Dispositions générales

But

**Article premier** <sup>1</sup>La convention a pour but de garantir le secret de l'adoption des enfants nés et adoptés en Suisse.

<sup>2</sup>Elle vise à placer les enfants en vue d'adoption nationale dans un autre canton que celui de leur domicile ou de leur naissance.

Champ  
d'application

**Art. 2** La convention concerne tous les enfants nés ou domiciliés dans un des cantons signataires et à placer en vue d'adoption.

Conférence latine  
de promotion et de  
protection de la  
jeunesse

**Art. 3** La conférence latine de promotion et de protection de la jeunesse (CLPPJ) est chargée de l'application de la présente convention.

Commission latine  
d'attribution

**Art. 4** <sup>1</sup>La CLPPJ nomme une commission latine d'attribution des enfants à placer en vue d'adoption nationale (CLAPA).

<sup>2</sup>La CLAPA est composée d'un représentant par canton signataire, sur proposition des autorités centrales cantonales en matière d'adoption.

<sup>3</sup>Elle se constitue et s'organise elle-même.

<sup>4</sup>Elle établit un rapport annuel de gestion à l'attention de la CLPPJ.

Mission

**Art. 5** <sup>1</sup>La CLAPA a pour mission de recevoir tous les dossiers des enfants nés dans les cantons membre et pour lesquels un placement en vue d'adoption nationale est envisagé.

<sup>2</sup>Elle attribue les enfants à placer en vue d'adoption nationale à un des cantons membre.

Tournus

**Art. 6** <sup>1</sup>Les enfants sont attribués selon le tournus des cantons suivant :

- a) Fribourg;
- b) Vaud;
- c) Tessin;

- d) Valais;
- e) Neuchâtel;
- f) Genève;
- g) Jura.

<sup>2</sup>Un enfant à placer en vue d'adoption nationale est, en principe, attribué à un canton différent de celui de son lieu de naissance ou de domicile.

<sup>3</sup>Lorsqu'un canton doit passer son tour (principe du lieu de naissance ou de domicile) l'attribution suivante lui est assurée.

Liste d'attribution **Art. 7** La personne en charge de la présidence de la CLAPA tient à jour la liste des attributions des enfants.

Collaboration entre cantons **Art. 8** <sup>1</sup>Une fois l'attribution cantonale définie par la CLAPA, le canton de provenance de l'enfant communique au canton d'accueil le profil de l'enfant à placer en vue d'adoption (date de naissance, sexe, état de santé et bref résumé de la situation familiale de l'enfant).

<sup>2</sup>Le canton d'accueil transmet au canton de provenance trois dossiers de personnes candidates à l'adoption nationale ou internationale (Rapport d'évaluation sociale et agrément) dans les cinq jours qui suivent la demande.

<sup>3</sup>Le canton de provenance arrête son choix et détruit les dossiers non retenus.

<sup>4</sup>Les deux cantons se coordonnent pour informer les parents retenus et organiser le placement de l'enfant ainsi que son suivi.

Facturation de frais **Art. 9** <sup>1</sup>Le canton de provenance de l'enfant peut refacturer aux parents d'accueil les frais découlant de la prise en charge (participation des représentants légaux aux frais de placement, cotisation assurance maladie obligatoire et frais médicaux) de l'enfant avant son placement en vue d'adoption.

<sup>2</sup>En principe la refacturation ne peut pas dépasser 10'000.- francs.

Représentation légale de l'enfant **Art. 10** Sous réserve de décision contraire de l'autorité de protection de l'enfant compétente, la représentation légale de l'enfant est assurée par le canton de naissance.

Transmission de documents officiels **Art. 11** <sup>1</sup>Le canton de provenance établit, à l'attention du canton d'accueil, un rapport complet sur la situation de la famille biologique de l'enfant.

<sup>2</sup>Il lui communique également confidentiellement l'acte de naissance, le jugement d'abandon de l'enfant et consentement des parents biologiques.

Différends **Art. 12** Les cantons et la CLPPJ s'efforcent de régler par les négociations ou par la conciliation tout différend portant sur la CLAPA.

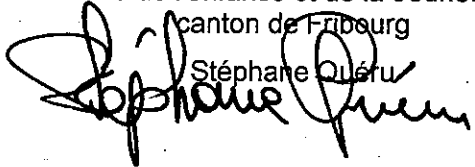
Durée **Art. 13** La présente convention est de durée indéterminée.

Dénonciation **Art. 14** <sup>1</sup>Chaque canton partenaire peut dénoncer la présente convention sur préavis donné une année à l'avance pour le début d'une année civile.

<sup>2</sup>La convention reste en vigueur pour les autres cantons signataires.

Entrée en vigueur **Art. 15** La présente convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2016

Service de l'enfance et de la Jeunesse du  
canton de Fribourg

  
Stéphane Quériu


Service de protection de la jeunesse du  
canton de Vaud

  
Christophe Bornand

Service cantonal de la Jeunesse du canton  
du Valais

  
Christian Nanchen

Office de l'enfance et de la jeunesse du  
canton de Genève

  
Francine Teylouni

Ufficio dell'aiuto e della protezione du canton  
du Tessin

  
Sabina Beffa

Office des curatelles et tutelles  
professionnelles du canton de Vaud

  
Frédéric Vuissoz

Service de protection de l'adulte et de la  
Jeunesse du canton de Neuchâtel

  
Christian Fellrath

Service de l'action sociale du canton du Jura

  
Jean-Marc Veya